

## **La France au Moyen-Orient - Passé, présent, futur**

Organisé avec le Centre de Recherche Français de Jérusalem par l'Institut Truman, le colloque "La France au Moyen-Orient - Passé, présent, futur", qui s'est tenu les 29 et 30 avril 2001 à l'Université hébraïque de Jérusalem, est le premier pendant d'une rencontre du même type mise en place par le Truman Institute en l'an 2000, à propos de l'Allemagne (en attendant une telle rencontre sur la Grande-Bretagne, prévue pour 2002).

Les mots d'introduction et d'ouverture du Prof. Amnon Cohen, directeur du Truman Institute, et de M. Jacques Huntzinger, ambassadeur de France en Israël, ont insisté sur la richesse et les difficultés de la problématique envisagée : trouvant ses origines dans les Croisades, elle met aujourd'hui aux prises avec une conjoncture délicate.

Les travaux qui ont suivi ont permis de mieux décrypter les héritages, les réalités du passé, lointain et proche, et celles du présent.

Dans une première après-midi, les intervenants se sont penché sur les origines. Explorant la liaison mythique, voire mystique, entre politique et religion à l'époque moderne, Yali Haran (lycée Marc Chagall, Tel Aviv) a donné sa profondeur à la relation séculaire entre la France et le Levant. Cette alliance originale, sinon contradictoire, entre la "fille aînée de l'Église" et le Sultan ottoman, a débouché sur un XIX<sup>e</sup> siècle très politique. Elle s'est traduite par la nationalisation des Croisades, progressivement effectuée dans la perception française (Ronnie Ellenblum, Université hébraïque). Elle s'est aussi illustrée par un investissement précoce en Terre Sainte, mettant la France "éternelle" (Monarchie, République, Empire) aux prises avec une puissance temporelle et spirituelle, le Saint-Siège (Yoram Shalit, Université hébraïque). Des manœuvres diplomatiques et religieuses entraînent alors l'installation d'établissements en Palestine : catholiques et françaises, telles sont les religieuses analysées par Bertrand Lamure (Université de Lyon, Centre André Latreille), qui agissent par le biais d'œuvres caritatives. L'option catholique, dominante dans l'appréciation française de la Terre Sainte, n'empêche toutefois pas la prise en compte d'autres éléments. Comme l'a montré Michel Abitbol (Université hébraïque), le mouvement sioniste a aussi fait l'objet des préoccupations des autorités de Paris. Mais si les faveurs émanent en général de groupements privés, l'administration française, en métropole et plus tard en Syrie, ressent le plus souvent une certaine méfiance à l'égard du mouvement fondé par Herzl. Le rendez-vous de l'Histoire incarné par la lune de miel France-Israël des années 1950, aboutissant, entre autres, à l'aventure malheureuse de Suez, n'est en fait que passager. Ma contribution s'est quant à elle voulue une synthèse des "acteurs de la politique palestinienne de la France", entre 1900-1948 : par l'observation d'un vaste réseau, néanmoins lacunaire, il est possible de retracer les

tentatives d'adaptation à un contexte mouvant, mais surtout les fixations de la politique française dans une période de profond bouleversement géopolitique.

La deuxième journée du colloque a tenté de brosser un tableau de "La France, la Palestine et Israël à l'époque contemporaine". L'attention s'est alors portée sur certains acteurs de cette présence, porteurs de modernité et de science : le diplomate et érudit Charles Gaillardot (Haïm Goren, Tel Haï College), les pilotes Védrine et Bonnier, véritables pèlerins des airs, dont le dernier atterrit dans la Ville sainte au tournant 1913-14 (Dov Gavish, Université hébraïque). L'aspect politique a été au centre d'interventions portant sur la période de la Première guerre mondiale, charnière fondamentale de la perception de la région. Par l'analyse des groupements influents, Edy Kaufman (Université hébraïque) a ainsi retracé l'évolution des esprits entre 1908 et 1918, toute faite de conservatisme et de visées colonialistes. Tandis que Henry Laurens (INALCO, Paris) retraçait le rétablissement difficile du consulat de France à Jérusalem dans l'immédiat après-guerre : où Paris se trouve en position délicate, entre vastes ambitions et nécessité de composer avec la réalité ; où la Palestine est pleinement intégrée dans la politique musulmane de la France, mais où la France est progressivement placée dans le camp des observateurs passifs.

La technique incarne également l'histoire de la présence française en Palestine. Présence réussie par la standardisation que l'œuvre du baron de Rothschild lui apporte, même si la marque française doit s'effacer derrière l'imprégnation juive (Ran Aaronsohn, Université hébraïque). Présence économique-commerciale désirée également lorsque le progrès de l'urbanisation de Jérusalem est au programme : l'adduction d'eau est un enjeu entre puissances occidentales (Vincent Lemire, Université d'Aix en Provence) ; la France toutefois, à la pointe de la technique mais desservie par sa clientèle, ne peut réaliser ses projets ambitieux. En revanche, mais bien des années plus tard, c'est l'excellence scientifique, comme un heureux, mais bref, concours de circonstances, qui permet à la France de s'associer au jeune État d'Israël pour développer son projet nucléaire (André Bendjebbar, Université Paris I, Institut Pierre Renouvin).

La dernière partie de la rencontre porte sur la France et le monde arabe. Dans la partie historique, l'étude du mandat français de Syrie est éloquent quant à la relation complexe entre les deux entités. Si le nationalisme arabe dans l'absolu obtient les faveurs de la France, en lien avec la politique musulmane qu'elle mène en Afrique du nord, sa concrétisation rencontre une appréciation nuancée de la part de la France. Ces convergences et divergences apparaissent au cours du premier conflit mondial, en particulier à son issue, comme l'expose Dan Eldar (Université de Tel Aviv). Un héritage difficile qui se retrouve dans la répression par la France de la révolte druze (1925-27) : les négociations suivent l'exercice de la violence, avec la recherche des responsabilités (Moshe Gammer, Université de Tel Aviv). Mais la politique ne peut laisser ignorer une fascination réciproque entre la France et le Levant : le nationalisme de la "colline inspirée" trouve son pendant dans celui la "montagne inspirée" (Asher Kaufman, Université hébraïque). Tandis que la répartition du Moyen-Orient entre France et Grande-Bretagne, plus ou moins bien résolue après la Première guerre mondiale, est à nouveau mise en question au moment de la Deuxième guerre mondiale. Avec l'installation en France du régime de Vichy, il n'y a certes pas une fracture fondamentale du modus vivendi entre les deux pays. Néanmoins, à la suite de l'affaire de Syrie, c'est bien à

l'accélération des processus de nationalisations engagés dans les années 1930 que l'on assiste (Catherine Nicault, Université de Poitiers).

La France et le monde arabe, une problématique qui évidemment garde toute son acuité à l'heure actuelle. Il s'agit de ce point de vue de gérer localement un héritage français souvent vivement rejeté. Il en va ainsi de la Syrie, où la mémoire du mandat français est défaillante : alors que c'est la France qui crée la Syrie moderne, celle-ci quête son identité dans les périodes anciennes, arabe et pré-arabe (Eyal Zisser, Université de Tel Aviv). Pour la France, c'est la construction d'une politique arabe en fonction de facteurs internes : comme le montre Gilles Keppel (Institut d'études politiques, Paris), cette relation ressortit depuis 1945 tour à tour du "domaine du même" et du "domaine de l'autre", selon que priment les considérations intérieures ou extérieures. S'il n'est pas possible d'affirmer que cette politique arabe se fonde sur des impératifs communautaires, il faut noter l'influence qu'exerce sur elle la présence arabe et musulmane en France.

Ces considérations historiques ont servi de base à une table-ronde finale, permettant aux acteurs et observateurs actuels des relations franco-israéliennes d'envisager leur avenir. Après une introduction émue, mais relativement pessimiste, d'Avi Pazner (ancien ambassadeur d'Israël en France), Jacques Huntzinger a tenu à relativiser les choses. Selon lui, il n'est pas possible de se focaliser sur la courte période de la "lune de miel" entre les deux pays (années 1950) : les relations inter-étatiques ne sont pas de l'ordre de l'amitié, mais des intérêts communs ; ce qui doit laisser une certaine marge à une critique positive à l'égard d'Israël, dans une vision normalisée de la politique moyen-orientale. Ce pragmatisme est partagé par Uzi Arad (Centre interdisciplinaire de Herzlyia, ancien conseiller diplomatique de Benjamin Nétanyahu), qui constate que malgré ses refroidissements, la collaboration franco-israélienne est toujours demeurée active ; et elle le demeurera, notamment au sein de l'Union européenne. Quant à lui, Avi Primor (vice-président de l'Université de Tel Aviv, ancien ambassadeur d'Israël auprès de la Communauté européenne et en Allemagne) souligne l'hyper-sensibilité israélienne envers la France : occasion de relativiser le problème, en soulignant à son tour l'imbrication des politiques étrangères au sein de l'Union européenne qui doit guider celle de la France. Le mot de la fin est laissé au grand connaisseur de la France qu'est Zeev Sternhell (Université hébraïque) : dénonçant la relation passionnelle qui lie les deux pays, il veut la ramener à sa juste mesure. Il met également en avant le fait que l'âge d'or des relations franco-israéliennes est celui d'un choix pour la mauvaise cause : l'affaire de Suez n'a-t-elle pas vu les deux pays dans le camp des puissances coloniales ? Désormais, c'est à la société israélienne éclatée qu'il revient d'aller chercher des valeurs dans la culture française : la laïcité, le rejet de la commercialisation, un socialisme démocratique. Autant de points qui doivent fonder une relation normale.

Dominique Trimbur